

# Toutes et tous ensemble

## Pour défendre le service public

Voilà des années que l'ensemble de l'administration cantonale, du pouvoir judiciaire et des secteurs subventionnés, HUG, Hospice, FSASD, EMS, AGOEER, GIAP, FASe, etc., se serrent la ceinture :

- blocages successifs durant plus d'une décennie des mécanismes salariaux
- gel des réévaluations de fonction
- coupes linéaires dans les subventions aux entités para-publiques
- blocage ou diminution des postes de travail
- réorganisation de services et de prestations
- augmentation de la charge de travail, pressions sur les horaires et sur la productivité

Aujourd'hui,

- alors que de l'aveu même de M. Hiler les efforts d' « efficacité » ont atteint leurs limites,
- alors que l'épuisement professionnel frappe de plus en plus de collègues,
- alors que le personnel s'apprête encore à devoir subir une dégradation de ses conditions de retraite et de préretraite,
- alors que dans de nombreux services et établissements, la qualité des prestations souffre déjà des restrictions budgétaires de ces dernières années,
- alors que notamment du fait de la crise, les besoins de la population ne cessent d'augmenter,

c'est encore une fois **la population** qui a besoin des prestations publiques et **le personnel** qui les délivre qui subissent les conséquences du démantèlement de la fiscalité à la faveur des plus aisé-e-s.

## Toujours les mêmes qui paient, ça suffit !

# NON

au **blocage** des mécanismes salariaux  
aux **coupes** dans les subventions  
aux **coupes** dans les prestations  
aux **attaques** contre le service public

## **Des pressions inacceptables sur le personnel**

Tous les services de l'administration et des services subventionnés ont été mis au régime sec des limitations et diminutions d'effectifs. Cette politique a exercé une pression énorme sur les horaires, a fait exploser la charge de travail, a mis en danger la santé du personnel.

Dans de telles conditions, nombreux sont les services qui peinent à délivrer des prestations correctes à la population. Du retard, des erreurs ? La faute est toujours attribuée aux collaborateurs-trices. Les entretiens de services et les menaces de licenciement se multiplient abusivement et sans justification, au mépris du statut du personnel et en dénaturant complètement le sens.

**Nous exigeons que des postes de travail supplémentaires soient enfin alloués là où il y en a besoin !**

**Nous exigeons une gestion du personnel respectueuse de ses droits, de sa personnalité et de sa santé !**

**Nous exigeons des garanties contre l'arbitraire et les menaces de licenciement !**

## **Des moyens pour les services publics**

Sous l'effet des diminutions d'effectifs, les prestations à la population se sont considérablement dégradées. Moins de temps auprès des patient-e-s, auprès des exclu-e-s du marché du travail, auprès des familles en difficulté économique et sociale, auprès des élèves, des personnes âgées, les files s'allongent aux guichets, etc. La liste serait trop longue pour l'énumérer de manière exhaustive.

Encore une fois, c'est la population qui trinque, et particulièrement celle qui a le plus besoin des services publics. Et pourquoi ? Parce qu'on n'arrête pas de faire des cadeaux fiscaux à celles-ceux qui en ont le moins besoin, parce qu'on démantèle méthodiquement le principe même de la redistribution des richesses, en organisant des pertes de recettes fiscales qui se chiffrent en centaines de millions par an.

**On nous dit que tout le monde doit faire un effort en situation de crise. Eh bien commençons par ceux qui en souffrent le moins, par une fiscalité plus juste et plus solidaire, afin de financer les services publics dont la population a besoin, et particulièrement en temps de crise.**

## **Défendons nos salaires**

Après des années de blocage des mécanismes salariaux et de gel des réévaluations de fonctions, voilà que l'on remet le couvert en s'attaquant une nouvelle fois aux revenus de 30'000 salarié-e-s. Alors que l'accord sur le 13<sup>e</sup> salaire a été signé en 2009, les mécanismes salariaux n'ont été rétablis que durant deux ans seulement, et les réévaluations collectives sont à nouveau bloquées.

Le système actuel de réévaluation de fonctions est aujourd'hui imparfait. Mais le projet SCORE ne donne pour l'heure aucune garantie qu'il soit meilleur. Et alors que le Conseil d'Etat annonce un plan d'économies drastique pour ces prochaines années, il est inacceptable que les demandes de réévaluations soient bloquées jusqu'à l'entrée en vigueur de SCORE.

**Nous exigeons l'application pleine et entière des mécanismes salariaux !**

**Nous exigeons le déblocage immédiat des réévaluations de fonctions !**

**Nous exigeons l'ouverture de négociations sur le projet SCORE, pour une politique salariale transparente, pour des écarts raisonnables entre le bas et le haut de l'échelle, pour l'élimination de toute forme de discrimination entre femmes et hommes, pour une progression annuelle automatique en fonction de l'ancienneté, pour l'indexation automatique des salaires, pour le maintien de tous les salaires et une juste revalorisation des fonctions !**

## **Défendons nos retraites**

Alors que des mesures d'économies massives sont annoncées, l'accord âprement négocié sur la fusion des caisses CIA et CEH, et qui préserve les fondamentaux de nos caisses publiques, est déjà menacé. Et pour le pire ! Par ailleurs, le PLEND est également menacé d'être réduit, à prestations égales, de 5 à 3 ans pour une partie du personnel.

**Nous exigeons le respect de l'accord entre le Cartel intersyndical et le Conseil d'Etat !**

**Nous exigeons le maintien d'un PLEND d'une durée de 5 ans, à prestations égales, pour toutes et tous !**

# **Contre ces attaques : unité d'action**

Alors que le Grand Conseil s'apprête à tailler à la hache dans les mécanismes salariaux et les prestations dans le cadre d'un plan financier quadriennal désastreux pour les services publics, nous posons aujourd'hui la première pierre d'une bataille qui sera longue et difficile. Il importe donc de resserrer les rangs, d'être solidaires et combattifs-ves. Le SIT est convaincu que l'unité d'action est une condition essentielle et indispensable pour défendre au mieux le personnel et les services publics. C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des salarié-e-s et des syndicats des services publics à unir leurs forces pour défendre les conditions de travail et le service public.

**Pour défendre le service public, toutes et tous ensemble !**